

---

**Chambre des représentants  
de Belgique**

---

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (\*)

30 MARS 1999

---

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 30 mars 1994  
portant des dispositions sociales (\*\*)**

---

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Le titre 9, chapitre I<sup>er</sup>, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales contient des mesures relatives au soutien de la politique de sécurité et à l'encadrement en personnel qui en découle.

Le présent projet de loi vise à apporter deux modifications :

1. La loi doit être actualisée en fonction des développements sur le terrain, des décisions du gouvernement en matière de contrats de sécurité et de société, et des critiques formulées par la Cour des comptes.

Afin de respecter les engagements pris dans le cadre de la Conférence interministérielle pour le renouveau urbain, tels qu'ils ont été établis en concertation avec les communautés et les régions, il convient de pouvoir assurer un encadrement en personnel pour certains projets judiciaires.

2. Des moyens d'action peuvent désormais également être pris en charge, comme c'était déjà le cas pour les projets subventionnés par l'intermédiaire du département de l'Intérieur. Les projets subventionnés via le département de la Justice bénéficiaient uniquement de frais de personnel, à l'exclusion de tous frais de fonctionnement et d'investissement.

---

(\*) Cinquième session de la 49<sup>e</sup> législature.

(\*\*) **Le gouvernement demande l'urgence conformément à l'article 80 de la Constitution.**

---

**Belgische Kamer  
van volksvertegenwoordigers**

---

GEWONE ZITTING 1998-1999 (\*)

30 MAART 1999

---

**WETSONTWERP**

**tot wijziging van de wet van  
30 maart 1994 houdende sociale  
bepalingen (\*\*)**

---

**MEMORIE VAN TOELICHTING**

---

DAMES EN HEREN,

Titel 9, hoofdstuk I, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen bevat maatregelen voor de ondersteuning van het veiligheidsbeleid en de hiermee gepaard gaande personeelsomkadering.

Het voorliggende ontwerp van wet beoogt twee wijzigingen aan te brengen :

1. De wet moet geactualiseerd worden gezien de ontwikkelingen op het terrein, de beslissingen van de regering over de veiligheids- en samenlevingscontracten en de kritieken van het Rekenhof.

Om de afspraken binnen de Interministeriële Conferentie voor stedelijke vernieuwing na te komen zoals deze vastgelegd werden in overleg met gemeenschappen en gewesten, moet voor bepaalde zinvolle projecten een personeelsomkadering kunnen worden voorzien.

2. Ook actiemiddelen kunnen worden betaald. Voor de projecten die via Binnenlandse Zaken gesubsidieerd werden, was dit reeds het geval. De projecten die via Justitie betaald werden, ontvingen enkel personeelskosten en geen werkings- en investeringskosten. Sommige lokale besturen dienen echter geen projecten (meer) in omdat de bijkomende

---

(\*) Vijfde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

(\*\*) **De spoedbehandeling wordt door de regering gevraagd overeenkomstig artikel 80 van de Grondwet.**

Certaines administrations locales n'introduisent toutefois pas (plus) de projets car la charge budgétaire supplémentaire que représentent les frais de fonctionnement s'avère trop lourde. À terme, l'effet de ce plan de soutien à l'emploi s'en trouve affecté.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 1<sup>er</sup>

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications à la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales. Cette matière tombe sous le coup de l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

Le nouveau titre du chapitre I<sup>er</sup> est adapté en fonction des nouvelles dispositions de l'article 69 modifié.

Le titre doit refléter clairement que la matière visée ne concerne pas uniquement la politique de sécurité, mais aussi la politique criminelle et la politique de société. Entre-temps, le gouvernement fédéral a en effet reconnu l'appellation « contrats de sécurité et de société » au lieu de l'appellation initiale « contrats de société ». En outre, il est désormais possible de prévoir des clauses concernant des projets de rénovations urbaines. Une politique de sécurité intégrale sera uniquement réalisable si la politique de sécurité et la politique criminelle correspondent à la fois entre elles et à la politique de société. En d'autres termes, il convient d'associer également les communautés et les régions, conformément à ce qui a été convenu lors de la Conférence interministérielle sur le renouveau urbain.

La politique de sécurité et la politique criminelle s'appuient pour ce faire sur les piliers suivants : un maintien de l'ordre et une aide policière de base centrés sur les communes et les quartiers et visant à résoudre les problèmes, une prévention et une lutte contre la criminalité, des mesures judiciaires alternatives, si possible au sein des structures locales et une justice axée sur les victimes et sur la réparation des préjudices matériels et immatériels subis.

### Art. 3

Le ministre de l'Intérieur conclut des conventions avec les autorités locales sur un programme relatif à la prévention de diverses formes de criminalité.

La conclusion des contrats, aussi bien des contrats de prévention que des contrats de sécurité et de société, entre les autorités locales et le pouvoir fédéral intervient sur la base de critères objectifs obtenus dans les dispositions réglementaires. Les contrats de

budgettaire last van de werkingskosten te zwaar is. Dit benadeelt op termijn het effect van dit werkgelegenheidsplan.

## ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

### Artikel 1

Het huidige wetsontwerp strekt ertoe om wijzigingen aan te brengen aan de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen. Op deze materie is artikel 78 van de Grondwet van toepassing.

### Art. 2

De nieuwe titel van hoofdstuk I wordt in overeenstemming gebracht met de nieuwe bepalingen in het gewijzigde artikel 69.

Het moet duidelijk zijn in de titel dat niet alleen het veiligheids- maar ook het strafrechtelijk beleid en het samenlevingsbeleid bedoeld worden. De federale regering erkent immers ondertussen in plaats van veiligheidscontracten, zoals ze eerst genoemd werden, veiligheids- en samenlevingscontracten. Bovendien zijn er nu ook clausules mogelijk over stedelijke vernieuwingsprojecten. Een integraal veiligheidsbeleid is slechts mogelijk indien het veiligheidsbeleid en het strafrechtelijk beleid op elkaar en op het samenlevingsbeleid afgestemd worden. Dit betekent dat, zoals in de Interministeriële Conferentie voor de stedelijke vernieuwing afgesproken werd, ook de gemeenschappen en gewesten worden betrokken.

Het veiligheids- en strafrechtelijk beleid steunt daarbij op volgende pijlers : gemeentelijke en wijkgeoriënteerde probleemoplossende ordehandhaving en basispolitiezorg, criminaliteitspreventie en criminaliteitsbestrijding, alternatieve gerechtelijke maatregelen, indien mogelijk binnen de lokale structuren, en aandacht voor de slachtoffers en het herstel van hun materiële en immateriële schade.

### Art. 3

De minister van Binnenlandse Zaken sluit overeenkomsten af met lokale besturen met het oog op een programma ter voorkoming van diverse vormen van criminaliteit.

De contracten, zowel de preventiecontracten als de veiligheids- en samenlevingscontracten worden afgesloten tussen de lokale overheden en de federale overheid op basis van objectieve criteria die in reglementaire bepalingen werden opgenomen. De veilig-

sécurité sont conclus avec des communes qui emploient au moins 100 policiers, qui répondent à la norme de sécurité minimale et qui assurent une permanence 24 heures sur 24 (arrêté royal du 10 juin 1994).

La formule de contrat retenue doit permettre à l'autorité supérieure de mettre des subsides à disposition en fonction d'une convention par laquelle les autorités locales s'engagent à réaliser une obligation de résultat. La mise en œuvre de la convention fait l'objet d'une évaluation à intervalles réguliers. Les données ainsi obtenues constituent la base de discussion pour la négociation contractuelle annuelle dont l'objectif est de réexaminer et de réorienter l'affectation des moyens. En d'autres termes, le contenu du contrat, qui revêt une nature contraignante pour chacune des communes, est redéfini chaque année en fonction des phénomènes locaux en matière de criminalité et de nuisances ainsi qu'en fonction de la politique fédérale.

Les villes et les communes représentent le niveau de pouvoir idéal pour l'élaboration d'une politique concernant les problèmes de sécurité et de société. C'est en effet à ce niveau que l'on peut trouver les renseignements permettant de prendre, en connaissance de cause et en côtoyant les différents groupes-cibles, des initiatives répondant aux caractéristiques locales très divergentes. Dans le cadre de ces contrats, les grands thèmes définis en matière de renouveau urbain sont au nombre de quatre : l'organisation de l'aide juridique de première ligne, l'offre de médiation pénale, l'implantation d'antennes de justice dans des quartiers à problèmes, l'organisation d'un contrôle plus fonctionnel dans la rue.

Ces différents thèmes traduisent les priorités avancées par les différents pouvoirs régionaux et fédéraux tout en respectant les compétences respectives en la matière. La médiation pénale et l'aide juridique de première ligne trouvent, au niveau local, un prolongement au sein des centres dont relèvent ces matières, à savoir généralement les centres publics d'aide sociale. Les antennes de justice regroupent des moyens répressifs et sociaux bien définis et sont installées dans un endroit précis d'un quartier. Les autorités fédérales en subventionnent, chacune en ce qui la concerne, les différentes facettes. Ainsi, le ministère de la Justice veille au détachement des magistrats de parquet ainsi qu'à la rémunération du personnel des greffes, tandis que le ministre de l'Intérieur prend en charge les frais de personnel pour le personnel ne relevant pas des parquets et, éventuellement, certains frais de fonctionnement et d'investissement. Pour leur part, les régions peuvent subventionner les frais d'hébergement. Il va de soi que certaines initiatives pourront uniquement être envisagées dans un contexte de collaboration entre les différentes instances.

Dans les dispositions initiales de la loi du 30 mars 1994, l'article 69, 1<sup>o</sup>, ne précise désormais plus que le ministre de l'Intérieur conclut ces conventions sur un programme « *relatif à la prévention et à la poursuite*

heidscontracten worden afgesloten met gemeenten die minimum 100 politiemensen in dienst hebben, de minimale veiligheidsnorm halen en een 24-uren permanentie verzorgen (koninklijk besluit van 10 juni 1994).

Er werd gekozen voor een contractformule die de hogere overheid moet toelaten subsidies ter beschikking te stellen in functie van een overeenkomst waarbij de lokale overheden zich ertoe verbinden om een resultaatverbintenis uit te voeren. Daartoe worden er op regelmatige tijdstippen evaluaties doorgevoerd. Deze gegevens vormen de uitgangsbasis voor de jaarlijkse contractonderhandelingen waarop de besteding van de middelen keer op keer wordt herbekeken en wordt geheroriënteerd. Met andere woorden de inhoud van het contract, dat bindend is voor elke gemeente, wordt elk jaar opnieuw vastgelegd en is afgestemd op de plaatselijke criminaliteits- en overlastfenomenen en op de federale politiek.

De steden en gemeenten zijn het niveau bij uitstek om een beleid te ontwikkelen wat betreft de veiligheids- en samenlevingsproblematiek. Op dit niveau is de informatie aanwezig om met kennis van zaken en dicht bij de verschillende doelgroepen, initiatieven te nemen in functie van de lokaal erg verschillende karakteristieken. In het kader van deze contracten werden inzake de stedelijke vernieuwing vijf hoofdthema's bepaald : de uitbouw van de eerstelijnsrechtshulp, het verstrekken van schuldbemiddeling, de oprichting van justitieantennes in probleemwijken, meer functionele controle op straat.

Deze thema's weerspiegelen de prioriteiten die de diverse federale en regionale overheden hebben gelegd, elkaars bevoegdheden op dat vlak respecterend. Schuldbemiddeling en eerstelijnsrechtshulp worden op het lokale vlak verder uitgebouwd binnen die centra tot wiens bevoegdheid dit behoort, meestal de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. De justitieantennes zijn een samenbundeling van sommige sociale en repressieve middelen die op een bepaalde plaats in een wijk worden ondergebracht. De federale overheden subsidiëren, elk voor wat hun bevoegdheden betreft, de verschillende deelfacetten. Het ministerie van Justitie staat in voor de detachering van de parketmagistraten en de betaling van het griffiepersoneel, de minister van Binnenlandse Zaken betaalt de personeelskosten van het niet-parket personeel en zorgt zo nodig voor sommige werkings- en investeringskosten. De gewesten kunnen de huisvestingskosten subsidiëren. Vanzelfsprekend kunnen bepaalde initiatieven maar opgezet worden in een samenwerkingsverband tussen verschillende instanties.

In de oorspronkelijke bepalingen van 30 maart 1994, artikel 69, 1<sup>o</sup> wordt nu weggelaten dat de minister van Binnenlandse Zaken deze overeenkomsten afsluit « *tot voorkoming en vervolging van diver-*

*de diverses formes de criminalité* ». Le terme « poursuite » est remplacé par le terme « prévention ».

La poursuite de la criminalité relève de la compétence du ministère public, placé sous l'autorité du ministre de la Justice. Ce ne sont pas les autorités locales qui établissent un programme de poursuite de la criminalité. Elles peuvent se concerter à ce sujet avec les autorités judiciaires, notamment au sein de la concertation pentagonale.

L'article 69, 2°, se limite désormais au premier tiret. La disposition relative à l'octroi d'une allocation pour des recrutements supplémentaires au profit de la police locale ne fait l'objet d'aucune modification.

Un 3° est ajouté à l'article 69 *nouveau* afin d'adapter les dispositions de la loi du 30 mars 1994 à l'évolution de la situation sur le terrain, aux souhaits exprimés par les partenaires de l'accord Octopus, notamment en ce qui concerne l'exercice de la comparution accélérée, ainsi qu'aux critiques formulées par la Cour des comptes. Par ailleurs, outre les allocations destinées aux frais de personnel, des allocations pour les frais de fonctionnement et d'investissement, autrement dit des moyens d'action à disposition, ce qui n'est toutefois pas le cas de la Justice. Or, il est indispensable que les deux ministères accordent ces moyens.

La Cour des comptes a déjà souligné à plusieurs reprises les lacunes du cadre juridique. Les dispositions initiales prévoyaient en effet que les autorités locales pouvaient bénéficier d'une allocation pour des activités d'intérêt général, pour autant qu'elles aient conclu une convention à ce sujet avec le ministre de la Justice. La terminologie relative aux mesures et aux peines alternatives utilisée dans différentes lois, réfère toutefois à des travaux d'intérêt général, à une formation et à un traitement. Dans le cadre de la loi du 30 mars 1994, sur la base des décisions du Conseil des ministres, des projets relatifs aux travaux d'intérêt général, à la formation et au traitement sont d'ores et déjà également subventionnés, et donc pas uniquement « des activités d'intérêt général », qu'il convient en fait d'interpréter par « des travaux d'intérêt général ».

Il est vrai que l'exécution de différentes lois est dépendante des moyens financiers offerts aux conditions définies par le Roi. Ainsi, dans le cadre de l'exécution de certaines mesures judiciaires, telles que la médiation pénale (loi du 10 février 1994 organisant une procédure de médiation pénale) et la probation (loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation), il est prévu que la formation ou les travaux d'intérêt général peuvent uniquement être accomplis auprès des services publics de l'État, des communes, des provinces, des communautés et des régions ou auprès des fondations poursuivant en objet social, scientifique ou culturel.

Dans le cadre de la médiation pénale, le procureur du Roi peut demander à l'auteur d'un délit qui invo-

*se vormen van criminaliteit* ». « Vervolging » wordt vervangen door « bestrijding ».

De vervolging van criminaliteit is de bevoegdheid van het openbaar ministerie dat onder de leiding staat van de minister van Justitie. Het zijn niet de lokale besturen die een programma tot vervolging van criminaliteit opstellen. Lokale besturen kunnen hierover in overleg treden met de gerechtelijke overheden, onder meer binnen het vijfhoeksoverleg.

Artikel 69, 2°, wordt nu beperkt tot het eerste streepje. De bepaling over een toelage voor bijkomende aanwervingen ten behoeve van de lokale politie wordt verder niet gewijzigd.

Er wordt een 3° toegevoegd in het nieuwe artikel 69 om de bepalingen in de wet van 30 maart 1994 aan te passen aan de ontwikkelingen op het terrein en de kritieken van het Rekenhof. Bovendien worden, naast toelagen voor personeelskosten, ook toelagen voor werkings- en investeringskosten, namelijk actiemiddelen, toegevoegd. Binnenlandse Zaken stelt nu reeds actiemiddelen ter beschikking, Justitie evenwel niet. Het is noodzakelijk dat beide ministeries dit doen.

Het Rekenhof wees reeds verschillende keren op de leemtes in het juridisch kader, zo bijvoorbeeld in het 155° Boek van het Rekenhof, blz. 303 en volgende. In de oorspronkelijke bepalingen was immers voorzien dat de lokale overheid een toelage kon krijgen voor werken van algemeen nut indien daarvoor een overeenkomst werd gesloten met de minister van Justitie. De in verschillende wetten gebezigde terminologie inzake alternatieve gerechtelijke maatregelen en straffen is evenwel dienstverlening, opleiding en behandeling. Ook worden projecten in verband met dienstverlening, behandeling of opleiding nu reeds via de wet van 30 maart 1994 gesubsidieerd op basis van de beslissingen van de Ministerraad en niet alleen « werken van algemeen nut », waaronder dienstverlening moet worden verstaan.

De uitvoering van verschillende wetten is inderdaad afhankelijk van de ter beschikking gestelde financiële middelen, onder de voorwaarden bepaald door de Koning. Immers, de uitvoering van bepaalde gerechtelijke maatregelen zoals de bemiddeling in strafzaken (wet van 10 februari 1994 houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling in strafzaken) en de probatie (wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie) voorziet dat alleen bij de openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en gewesten of bij de verenigingen zonder winstoogmerk of stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel opleiding kan worden gevolgd of dienstverlening kan worden verricht.

De dader van het misdrijf die zich beroept op een ziekteverschijnsel of op een drank- of drugsversla-

que une maladie ou une accoutumance à la drogue ou à l'alcool de suivre un traitement médical ou toute autre thérapie indiquée.

La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive prévoit que le juge d'instruction peut libérer l'inculpé tout en lui imposant une ou plusieurs conditions. Afin d'assurer le contrôle du respect de ces conditions, il peut être fait appel aux services de police ainsi qu'aux services sociaux existant auprès des tribunaux. Les conditions que le juge d'instruction impose dans la pratique peuvent notamment revêtir la forme suivante : l'obligation de suivre une guidance psychosociale, un traitement médical ou une thérapie, ou encore l'obligation d'accomplir une activité journalière utile telle que suivre une formation.

Lorsqu'un interné est libéré à l'essai, il est placé sous une tutelle socio-médicale, conformément au prescrit de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. La décision de la commission de défense sociale précise les modalités et la durée de cette tutelle. Parmi les conditions qui peuvent être imposées dans ce cadre figurent éventuellement l'obligation de suivre une guidance psychosociale et évidemment l'obligation de suivre un traitement médical ou une thérapie et d'accomplir une activité journalière utile telle que suivre une formation.

De telles conditions peuvent également être imposées dans le cadre de la libération conditionnelle.

Pour que ces conditions puissent être exécutées, il faut évidemment pouvoir disposer des équipements nécessaires. Le service social existant auprès du tribunal ainsi que l'assistant qui travaille pour le compte de la justice veillent au contrôle des conditions, mais il leur est impossible d'organiser la mise en œuvre de ces conditions. Il incombe à l'intéressé de le faire lorsque le respect des conditions dépend de lui-même, par exemple, s'il doit éviter les débits de boissons ou les contacts avec les victimes. Pour le respect des autres conditions qui ont trait à un traitement, à un travail d'intérêt général ou à une formation, il faut faire appel à d'autres services, tels que les services publics de l'État, les communes, les associations sans but lucratif, etc.

L'intéressé choisit la personne ou le service qui dispensera un traitement ou une guidance ou accepte en tout cas les propositions en la matière. L'accord du procureur médiation pénale (dans le cadre de la médiation pénale) et, le cas échéant, de la commission de libération conditionnelle, de la commission de défense sociale ou de la commission de probation est indispensable. La commission de probation peut prononcer la suspension totale ou partielle des conditions imposées par décision judiciaire, ou peut encore les préciser davantage ou les adapter aux circonstances. L'article 4, § 5, de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle stipule que la commission soumet la libération à des conditions particulières.

vingt kan door de procureur des Konings verzocht worden een geneeskundige behandeling of iedere passende therapie te volgen in het kader van de bemiddeling in strafzaken.

In de wet op de voorlopige hechtenis van 20 juli 1990 wordt bepaald dat de onderzoeksrechter de verdachte in vrijheid kan laten onder oplegging van één of meer voorwaarden. Voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden kan een beroep worden gedaan op de politiediensten en op de sociale diensten bij de rechtbanken. De voorwaarden die de onderzoeksrechter in de praktijk oplegt, kunnen onder meer zijn : een psychosociale begeleiding, een geneeskundige behandeling of therapie volgen of een nuttige dagbezigheid zoals een opleiding.

Wordt de invrijheidstelling op proef gelast van een geïnterneerde dan wordt deze onderworpen aan een sociaal-geneeskundige voogdij zoals bepaald in de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers. In de beslissing van de commissie tot bescherming van de maatschappij wordt bepaald hoelang en op welke wijze deze voogdij zal worden uitgeoefend. Voorwaarden die kunnen worden opgelegd, betreffen eventueel een psychosociale begeleiding en vanzelfsprekend een geneeskundige behandeling, therapie en een nuttige dagbezigheid zoals een opleiding.

Ook binnen de voorwaardelijke invrijheidstelling kunnen dergelijke voorwaarden gelden.

Deze voorwaarden kunnen slechts uitgevoerd worden indien hiervoor de nodige voorzieningen bestaan. De sociale dienst bij de rechtbank, de assistent die voor Justitie werkt, houdt toezicht op de voorwaarden doch kan onmogelijk deze voorwaarden organiseren. De betrokkene moet dit zelf doen in het geval de naleving van de voorwaarden hiervan afhankelijk zijn, zoals drankgelegenheden vermijden of contacten met de slachtoffers vermijden. Voor de naleving van andere voorwaarden zoals behandeling, dienstverlening en opleiding, moet beroep worden gedaan op andere diensten zoals de openbare diensten van de Staat, de gemeenten, verenigingen zonder winstoogmerk enz.

De betrokkene kiest de persoon of dienst die voor een behandeling of begeleiding zorgt of aanvaardt in elk geval de voorstellen terzake. De instemming van de procureur, in de bemiddeling in strafzaken en, in voorkomend geval, van de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, de commissie tot bescherming van de maatschappij of de probatiecommissie is noodzakelijk. De probatiecommissie kan de bij de rechterlijke beslissing gestelde voorwaarden geheel of gedeeltelijk opschorten, nader omschrijven of aanpassen aan de omstandigheden. De wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling van 5 maart 1998 bepaalt in artikel 4, § 5 dat de commissie de invrijheidstelling aan bijzondere voorwaarden onderwerpt.

Par le passé, les moyens financiers affectés à l'exécution des mesures judiciaires ou à leur coordination étaient limités à la portion congrue. Même le contrôle était organisé de manière sommaire. Les travaux de la commission d'enquête parlementaire Dutroux-Nihoul et consorts l'ont démontré à suffisance. C'est la raison pour laquelle le programme pluriannuel pour la justice prévoit à présent une extension considérable de cet effectif spécifique.

Par ailleurs, les mesures sont exécutées dans un cadre local, dans l'entourage même des personnes concernées. À cet égard, la contribution des administrations locales peut s'avérer particulièrement importante dans la mesure où elles connaissent les circonstances locales. En outre, les chances de réinsertion dans la société locale conditionneront fortement les chances de succès des mesures judiciaires. Enfin, les pouvoirs locaux disposent, grâce à leur administration, à leur police et à leur CPAS, d'un excellent cadre pour leur permettre de rassembler des informations à propos des personnes concernées.

Si les autorités veulent étendre les alternatives à l'incarcération, il est indispensable qu'elles accordent leur soutien financier aux initiatives développées dans ce cadre.

Les mesures judiciaires en question, à savoir les travaux d'intérêt général, la formation et le traitement, peuvent être proposées ou imposées dans le cadre de la probation, de la médiation pénale, d'une mesure du juge d'instruction dans le cadre de la liberté sous condition, d'une libération conditionnelle et d'une mesure d'internement. La coordination peut également être subventionnée. Certains membres du personnel n'assurent pas, ou seulement partiellement, l'encadrement de travaux d'intérêt général, de formations et de traitements. Ils coordonnent le fonctionnement d'un projet entre les pouvoirs exécutifs, les autorités judiciaires et locales et, éventuellement, les associations sans but lucratif ou les institutions d'utilité publique avec lesquelles l'autorité locale a conclu une convention.

Des projets relatifs à l'accueil des victimes par la justice et par la police, ou à la coordination de cet accueil, ont déjà été approuvés par le Conseil des ministres. En outre, des accords de coopération relatifs à l'aide aux victimes ont été conclus entre l'État fédéral et les communautés et les régions. La répartition des compétences retenue dans le cadre du présent avant-projet est celle qui avait été convenue dans ces accords de coopération, lesquels ont entretemps déjà été signés. Les autorités locales peuvent en tout cas apporter une contribution en faveur de l'assistance aux victimes.

L'article 46 de la loi sur la fonction de police prévoit que les services de police mettent les personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec les services spécialisés. Ils portent assistance aux victimes d'infractions, notamment en leur procurant l'information nécessaire.

En matière d'assistance aux victimes, des subsides peuvent être accordés à des projets qui s'inscrivent

In het verleden werden nauwelijks financiële middelen voorzien voor de uitvoering van de gerechtelijke maatregelen of voor de coördinatie ervan. Zelfs het toezicht werd beperkt georganiseerd. Dit bleek nog uit de werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissie Dutroux-Nihoul en consorten. Het meerjarenplan voor Justitie voorziet nu in een gevoelige verhoging van dit personeelskader.

Bovendien worden de maatregelen uitgevoerd binnen het leefmilieu van de betrokkenen. Dit betekent binnen de lokale context. Het zijn de lokale besturen die in dit verband een belangrijke bijdrage kunnen leveren door hun kennis van de lokale omstandigheden. Bovendien wordt de kans op slagen van de gerechtelijke maatregelen zeer sterk bepaald door de kansen op reïntegratie in de lokale samenleving. Ten slotte beschikken de lokale overheden via hun administratie, politie en OCMW een uitstekend kader om informatie over betrokkenen te verzamelen.

Indien de overheid de uitvoering van alternatieven voor de opsluiting wil opvoeren is de financiële ondersteuning van initiatieven in dit verband een noodzaak.

De bedoelde gerechtelijke maatregelen, dienstverlening, opleiding en behandeling, kunnen dus voorgesteld of opgelegd worden binnen de probatie, de bemiddeling in strafzaken, een maatregel van de onderzoeksrechter binnen de vrijheid onder voorwaarden, de voorwaardelijke invrijheidstelling en een interneringsmaatregel. Bovendien wordt nu eveneens de coördinatie betoelaagbaar. Sommige personeelsleden staan immers niet of slechts gedeeltelijk in voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling. Zij coördineren de werking van een project tussen de uitvoerende krachten, de gerechtelijke en lokale overheden en eventueel de vereniging zonder winstoogmerk of stichting van openbaar nut waarmee de lokale overheid een overeenkomst heeft.

Ook projecten inzake justitiële en ook politieke slachtofferbejegening, of de coördinatie ervan, werden reeds door de Ministerraad aanvaard. Bovendien werden samenwerkingsakkoorden tussen de federale Staat en de gemeenschappen en gewesten inzake slachtofferzorg gesloten. Het is de bevoegdheidsverdeling die afgesproken werd binnen deze reeds ondertekende samenwerkingsakkoorden die hier weerhouden werd. In elk geval kan de lokale overheid een belangrijke bijdrage leveren in de slachtofferzorg.

Onder meer in de wet op het politiebambt is in artikel 46 voorzien dat de politiediensten de personen die hulp of bijstand vragen, in contact brengen met gespecialiseerde diensten. Zij verlenen bijstand aan de slachtoffers van misdrijven, inzonderheid door hen de nodige informatie te verstrekken.

Inzake de slachtofferbejegening kunnen projecten die aansluiten bij de opdrachten van de justitiële

dans le cadre des missions de l'assistance judiciaire aux victimes, telles que définies dans les accords de coopération en matière d'aide aux victimes. En effet, l'assistance judiciaire aux victimes peut également être soutenue par des initiatives locales. Ainsi, les victimes peuvent bénéficier d'un accompagnement pour se rendre chez le juge d'instruction, au parquet, chez le médecin légiste ... Elles peuvent également recevoir la visite de bénévoles — ce bénévolat étant organisé au plan local — qui leur apportent leur soutien dans le cadre de la procédure judiciaire. Le personnel de la justice n'est pas toujours en mesure ou habilité à exécuter ces différentes tâches. Le rôle de l'autorité locale est dès lors prépondérant dans ce cadre, dans la mesure où les victimes pourraient avoir l'impression que la communauté (locale) ne s'intéresse pas à leurs problèmes.

Une antenne de justice constitue en premier lieu une décentralisation du parquet au niveau d'un quartier. Aucun texte légal n'est cependant requis en la matière. En effet, il arrive aujourd'hui déjà que le parquet ne soit pas hébergé dans les bâtiments judiciaires typiques ou que les magistrats de parquet et assistants en médiation pénale quittent les bâtiments dans lesquels ils exercent habituellement leurs fonctions.

Les autorités locales organisent d'ores et déjà régulièrement une aide juridique de première ligne et ce, notamment au sein des CPAS et en collaboration avec le barreau. Dans certains autres cas, elles engagent un juriste.

Le ministre de la Justice signe les contrats visés à l'article 69, 3°, premier tiret, conjointement avec le ministre de l'Intérieur lorsqu'il s'agit de villes ayant conclu un contrat de sécurité et de société. Pour les autres communes, le ministre de la Justice seul signe.

Certains contrats sont uniquement conclus avec le ministre de l'Intérieur (article 69, 3°, deuxième tiret). La plupart des conventions requièrent toutefois également les signatures des autres ministres, eu égard à leur compétence et aux décisions du Conseil des ministres en la matière. C'est notamment le cas pour le volet consacré au renouveau urbain.

Le Conseil des ministres fédéral détermine les projets et les villes qui peuvent bénéficier en priorité d'une allocation dans le cadre du volet consacré au renouveau urbain. Il s'agit par exemple des projets relatifs à une présence policière renforcée au niveau des quartiers, à la création d'antennes de justice <sup>(1)</sup> et à l'organisation de l'aide juridique de première ligne.

<sup>(1)</sup> Dans le contexte belge, une antenne de justice représente une décentralisation du parquet au sein d'une zone géographique bien délimitée : un quartier, une zoner inter-police ou une commune. Sous des conditions très strictes, un magistrat de parquet peut y faire de la médiation pénale, une audition, etc.

slachtofferbejegening zoals bepaald in de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferzorg subsidies ontvangen. Ook de justitiële slachtofferbejegening kan ondersteund worden door lokale initiatieven. Zo kunnen slachtoffers worden begeleid naar de onderzoeksrechter, naar het parket, naar de gerechtelijk geneesheer ... Ze kunnen bezoek krijgen van vrijwilligers, georganiseerd op lokaal vlak, om hen te ondersteunen naar aanleiding van de gerechtelijke procedure. Deze taken kunnen of mogen niet steeds door personeel van Justitie uitgevoerd worden. De rol van de lokale overheid is hierin zeer belangrijk. Slachtoffers kunnen immers de indruk krijgen dat de (lokale) gemeenschap geen interesse heeft voor hun problemen.

Een justitieantenne is in de eerste plaats een decentralisatie van het parket naar de wijk. Hiervoor is geen wettekst nodig. Ook nu wordt het parket soms gehuisvest buiten de typische gerechtshuizen of begeven parketmagistraten en assistenten voor bemiddeling in strafzaken zich buiten de gebouwen waar ze hun werkzaamheden hoofdzakelijk uitvoeren.

De lokale besturen richten ook nu geregeld eerstelijns rechtshulp in. Dit gebeurt onder meer in OCMW's, vaak in samenwerking met de balie. In andere gevallen wordt een jurist geëngageerd.

De minister van Justitie ondertekent de contracten, bedoeld in artikel 69, 3°, eerste streepje, samen met de minister van Binnenlandse Zaken indien het over steden gaat die een veiligheids- en samenlevingscontract afsloten. Voor andere gemeentes tekent alleen de minister van Justitie.

Bepaalde contracten worden enkel gesloten met de minister van Binnenlandse Zaken (artikel 69, 3°, tweede streepje). Voor andere overeenkomsten zijn evenwel ook de handtekeningen van andere ministers noodzakelijk gezien hun bevoegdheid en de beslissingen van de Ministerraad terzake. Dit is het geval voor het luik stedelijke vernieuwing.

De federale Ministerraad bepaalt welke projecten en welke steden prioritair binnen het luik stedelijke vernieuwing een toelage kunnen ontvangen. Voorbeelden hiervan zijn : een versterkte politieaanwezigheid op het niveau van de wijken, de oprichting van justitieantennes <sup>(1)</sup> en eerstelijns rechtshulp.

<sup>(1)</sup> Een justitieantenne is, in de Belgische context, een decentralisatie van het parket in een welomschreven geografische omgeving : een wijk, een interpolitiezone of een gemeente. Bemiddeling in strafzaken, een verhoor en dergelijke kunnen, onder strikte voorwaarden, door een parketmagistraat gebeuren in een antenne.

Ces priorités sont également examinées au sein de la Conférence interministérielle pour le renouveau urbain, à laquelle participent les communautés et les régions. Celles-ci déterminent leurs propres priorités et les montants que leurs gouvernements respectifs prévoient d'y consacrer. La Conférence interministérielle veille donc à harmoniser les différents projets, en tenant compte des compétences de chacun.

Le ministre de la Justice signe, conjointement avec le ministre de l'Intérieur, les contrats relatifs aux projets d'aide juridique de première ligne. Le Conseil des ministres a déjà approuvé des projets de ce type, notamment dans le cadre du volet consacré au renouveau urbain. Ces projets prévoient la désignation, par les autorités locales, d'un juriste chargé de fournir des renseignements de nature juridique. Le 23 janvier 1998, le Conseil des ministres indiqua que tous les juristes appelés à fournir des renseignements de nature juridique doivent travailler en concordance avec les initiatives développées dans le cadre du « Plan pluriannuel Justice et Sécurité » du 7 octobre 1997 afin d'améliorer l'accessibilité de la justice, à savoir les maisons de justice et les commissions d'aide légale qui seraient créées ultérieurement au sein de chaque arrondissement. Ceci signifie que les autorités locales qui introduisent des projets relatifs à l'aide juridique de première ligne doivent nécessairement aussi se concerter avec le barreau.

*Le ministre de l'Intérieur,*

L. VAN DEN BOSSCHE

*Le ministre de la Justice,*

T. VAN PARYS

Deze prioriteiten worden ook besproken binnen de Interministeriële Conferentie voor stedelijke vernieuwing. Hieraan nemen de gemeenschappen en gewesten deel. Gemeenschappen en gewesten bepalen de eigen prioriteiten en de bedragen die hiervoor door hun respectieve regeringen worden voorzien. Binnen de Interministeriële Conferentie worden de verschillende projecten, rekening houdend met ieders bevoegdheden, op elkaar afgestemd.

De minister van Justitie ondertekent samen met de minister van Binnenlandse Zaken de contracten inzake de projecten voor eerstelijns rechtshulp. De Ministerraad keurde reeds projecten voor eerstelijns rechtshulp goed, onder meer binnen het luik stedelijke vernieuwing. Een jurist wordt door de lokale overheid aangesteld om juridische informatie te geven. Op 23 januari 1998 bepaalde de Ministerraad dat alle juristen die worden ingeschakeld om juridische informatie te verstrekken, moeten werken in samenwerking met de initiatieven ter verbetering van de toegankelijkheid van Justitie, die genomen werden in het kader van het « Meerjarenplan Justitie en Veiligheid » van 7 oktober 1997. Hiermee werden de justitiehuzen bedoeld en de commissies voor rechtsbijstand per gerechtelijk arrondissement die later zouden worden opgericht. Dit betekent dat de lokale overheid die projecten voor eerstelijns rechtshulp indient noodzakelijkerwijs ook in overleg met de balie moeten treden.

*De minister van Binnenlandse Zaken,*

L. VAN DEN BOSSCHE

*De minister van Justitie,*

T. VAN PARYS



**AVANT-PROJET DE LOI**

soutmis à l'avis du Conseil d'État

**Avant-projet de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78.

**Art. 2**

Le titre du chapitre I<sup>er</sup> est modifié comme suit : Mesures relatives au soutien de la politique criminelle, de la politique de sécurité et de société et les frais de personnel et d'action qui en découlent.

**Art. 3**

L'article 69, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales est remplacé par la disposition suivante :

1<sup>o</sup> un montant forfaitaire pour ces autorités locales qui ont conclu une convention avec le ministre de l'Intérieur sur un programme relatif à la prévention de et la lutte contre diverses formes de criminalité, ou

2<sup>o</sup> une allocation pour des recrutements supplémentaires au profit de la police communale, ou

3<sup>o</sup> une allocation de frais de personnel et de moyens d'action pour des recrutements supplémentaires :

— pour l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire, pour l'assistance judiciaire aux victimes et la coordination de ces projets lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de la Justice;

— pour les projets spécifiques relatifs à la prévention de la criminalité, l'assistance policière aux victimes et la coordination de ces projets, pour lesquels l'autorité locale conclut une convention avec le ministre de l'Intérieur;

— pour les projets spécifiques visant à favoriser le renouveau urbain et la coordination de ces projets, lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de l'Intérieur et, le cas échéant, avec les autres ministres compétents;

— pour les projets spécifiques relatifs à l'aide juridique de première ligne, lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de l'Intérieur et avec le ministre de la Justice.

Les conventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> déterminent les conditions supplémentaires et les modalités relatives à l'octroi des allocations concernées, ainsi que le montant de l'allocation.

**VOORONTWERP VAN WET**

onderworpen aan het advies van de Raad van State

**Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

De titel van hoofdstuk I wordt gewijzigd als volgt : Maatregelen inzake ondersteuning van het strafrechtelijk beleid, het veiligheids- en samenlevingsbeleid en de hiermee gepaard gaande personeels- en actiemiddelen.

**Art. 3**

Artikel 69, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

1<sup>o</sup> een forfaitair bedrag voor die lokale besturen die een overeenkomst hebben gesloten met de minister van Binnenlandse Zaken over een programma tot voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit, of

2<sup>o</sup> een toelage voor bijkomende aanwervingen ten behoeve van de gemeentelijke politie, of

3<sup>o</sup> een toelage voor personeelskosten en actiemiddelen voor bijkomende aanwervingen :

— voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel, voor de justitiële slachtofferbejegening en voor de coördinatie ervan, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Justitie;

— voor de specifieke projecten inzake de criminaliteitspreventie, de politieke slachtofferbejegening en de coördinatie van deze projecten, waarvoor de lokale overheid een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken;

— voor de specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing en de coördinatie van deze projecten, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken en, in voorkomend geval, met de andere bevoegde ministers;

— voor de specifieke projecten inzake eerstelijns rechtshulp, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken en met de minister van Justitie.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid bepalen de bijkomende voorwaarden en regels voor het toekennen van de betrokken toelagen, evenals het bedrag van de toelage.

## AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre de la Justice, le 28 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi « modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales », a donné le 22 février 1999 l'avis suivant :

### *Observations générales*

1. L'avant-projet de loi soumis à l'examen de la section de législation du Conseil d'État vise à remplacer l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

C'est sur la base d'une telle disposition que l'autorité fédérale a octroyé jusqu'ici des allocations annuelles aux autorités locales afin d'améliorer leur participation à la politique de sécurité définie par le gouvernement, notamment dans le cadre des « contrats de sécurité et de société ».

Ces allocations ont notamment pour but d'assurer le financement de programmes relatifs « à la prévention et la poursuite de diverses formes de criminalité », de permettre le recrutement de personnel supplémentaire au profit de la police locale ou pour « l'accompagnement d'activités d'intérêt général » ou encore pour des projets relatifs à l'accueil de victimes de délits.

Une loi du 21 décembre 1994 a également ajouté à la liste des allocations, celles nécessaires à la formation des policiers communaux et à la coordination des tâches de police, y compris avec d'autres services de police.

2. Dans ses précédents avis, la section de législation a émis de vives critiques au sujet de l'article 69 de la loi du 30 mars 1994, précitée, estimant que les choix qui déterminent la distribution de ces incitants financiers, et par conséquent le développement des actions qu'ils favorisent, échappent au législateur en raison du procédé spécial de délégation mis en œuvre par cette disposition qui abandonne au pouvoir exécutif le règlement de la répartition de ces subsides. Les textes qu'elle a eu à examiner n'ont eu d'autre effet que de perpétuer ce recours aux délégations à ce point larges que, ne pouvant même plus être apparentées aux législations dites de cadre, elles paraissent étendre les pouvoirs du gouvernement au-delà de ce qu'autorisent les articles 105 et 108 de la Constitution <sup>(1)</sup>.

L'article 69 en projet ne rencontre pas cette critique fondamentale en tant qu'il habilite le Roi, d'une manière générale, à fixer les conditions d'octroi des allocations annuelles revenant aux autorités locales désignées par le ministre de l'Intérieur.

<sup>(1)</sup> Voir l'avis n° L.23.766/2 sur un avant-projet de loi portant des dispositions sociales et diverses.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1998 door de minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet « tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen », heeft op 22 februari 1999 het volgende advies gegeven :

### *Algemene opmerkingen*

1. Het om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet strekt ertoe artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen te vervangen.

Op basis van zulk een bepaling heeft de federale overheid tot hiertoe aan de lokale besturen jaarlijkse toelagen toegekend om ze meer te betrekken bij het door de regering vastgelegde veiligheidsbeleid, inzonderheid in het kader van de « veiligheids- en samenlevingscontracten ».

Die toelagen hebben meer bepaald tot doel de programma's tot « voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit » te financieren en extra aanwervingen ten behoeve van de lokale politie of voor « de begeleiding van werken van algemeen nut » of nog voor projecten inzake slachtofferbejegening mogelijk te maken.

Bij de wet van 21 december 1994 is de lijst van toelagen aangevuld met die welke noodzakelijk zijn voor de opleiding van de gemeentelijke politieagenten en voor de coördinatie van de politietaken, ook samen met andere politiediensten.

2. In haar voorgaande adviezen heeft de afdeling wetgeving hevige kritiek geleverd op artikel 69 van de voormelde wet van 30 maart 1994, omdat ze meende dat de keuzes op grond waarvan de financiële stimulansen worden verdeeld, en bijgevolg de ontwikkeling van de projecten die erdoor worden bevorderd, vallen buiten de bevoegdheid van de wetgever vanwege de bijzondere manier waarop opdracht van bevoegdheid wordt verleend in die bepaling, die de regeling van de verdeling van die toelagen in handen legt van de uitvoerende macht. De om advies voorgelegde teksten hebben geen ander gevolg gehad dan dat men is blijven werken met bevoegdheidsopdrachten die zo ruim zijn dat, aangezien ze zelfs niet meer in verband kunnen worden gebracht met de zogenaamde kaderwetgevingen, ze de bevoegdheden van de regering verder lijken uit te breiden dan de artikelen 105 en 108 van de Grondwet toestaan <sup>(1)</sup>.

In het ontworpen artikel 69 wordt die fundamentele kritiek niet ondervangen, in zoverre het de Koning in algemene zin machtigt om de voorwaarden te bepalen voor de toekenning van de jaarlijkse toelagen die toekomen aan de door de minister van Binnenlandse Zaken aangewezen lokale besturen.

<sup>(1)</sup> Zie advies n° L.23.766/2 over een voorontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen.

Ainsi, l'article 69 en projet n'apporte aucune précision quant au contenu des « conventions » <sup>(1)</sup> que vont pouvoir conclure les autorités locales avec soit le ministre de l'Intérieur, soit le ministre de la Justice, pas plus qu'il n'indique selon quelles modalités et selon quels critères objectifs certaines autorités locales seront désignées par le ministre de l'Intérieur pour pouvoir bénéficier de ces allocations.

Si l'intention est d'élaborer une loi de cadre, il convient de rappeler à l'auteur du projet que même dans cette hypothèse, le législateur ne peut se borner à affirmer laconiquement certains principes; il doit faire connaître au moins en des termes généraux mais précis la manière suivant laquelle il entend que ces principes soient mis en oeuvre par l'exécutif.

3. Il ressort des explications fournies par le fonctionnaire délégué que les modifications apportées à l'article 69 précité, ont essentiellement pour but de donner un fondement légal à certains subsides déjà accordés par l'État fédéral aux autorités locales pour la réalisation de projets pilotes, notamment à propos de l'aide juridique de première ligne ou dans le cadre de la politique dite « de renouveau urbain ».

Ces modifications interviennent à la suite de critiques formulées par la Cour des comptes, dans son 155<sup>e</sup> Cahier transmis à la Chambre des représentants. Celle-ci a principalement mis en évidence l'absence d'un cadre légal et réglementaire suffisant pour l'octroi de certains subsides.

Ainsi, la Cour des comptes a notamment constaté que certains projets subsidiés n'entraient pas directement dans le cadre de la réglementation précitée.

Elle a également critiqué l'absence de textes réglementant la procédure d'octroi des subsides et l'absence de critères objectifs pris en considération pour la sélection des projets.

Pas plus que l'article 69 actuel, le texte en projet n'apporte d'indications valables quant à ces différents points et doit, pour cette raison, être fondamentalement revu.

4. Par ailleurs, le Conseil d'État s'interroge sur le rôle que doivent assumer les autorités locales lorsque les allocations octroyées se rapportent à des recrutements supplémentaires pour « l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire, pour l'assistance judiciaire aux victimes », pour « les projets spécifiques visant à favoriser

<sup>(1)</sup> Dans son avis L.22.975/1/2/8, donné le 16 décembre 1993, sur un avant-projet de loi « portant des dispositions sociales », la section de législation du Conseil d'État a notamment considéré ce qui suit :

« 5. ...

Par ailleurs, tant l'exposé des motifs que l'intitulé du chapitre dans lequel est insérée la disposition à l'examen font allusion à des « contrats de sécurité ». Les auteurs du projet envisagent-ils la conclusion de véritables contrats, ou le mot « contrat » est-il une simple figure, à laquelle n'est attachée aucune signification juridique particulière ? Dans le premier cas, il y aurait lieu de préciser le régime juridique desdits contrats; dans la seconde hypothèse, mieux vaudrait omettre toute référence au mot « contrat ».

Cette observation est transposable en l'espèce.

L'utilisation du terme « convention », dans l'article 69, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, en projet, appelle les mêmes observations que celles qui figurent dans l'extrait de l'avis précité, relatives à l'utilisation du terme « contrat ».

Zo bevat het ontworpen artikel 69 geen verduidelijking wat betreft de inhoud van de « overeenkomsten » <sup>(1)</sup> die de lokale besturen hetzij met de minister van Binnenlandse Zaken, hetzij met de minister van Justitie zullen kunnen sluiten, en geeft het evenmin aan volgens welke nadere regels en objectieve criteria de minister van Binnenlandse Zaken bepaalde lokale besturen voor die toelagen zal aanwijzen.

Als het de bedoeling is een kaderwet op te stellen, dient de steller van het ontwerp er te worden op gewezen dat zelfs in dat geval de wetgever er zich niet mag toe bepalen een aantal principes kort en bondig te vermelden; hij moet op zijn minst in algemene, maar precieze bewoordingen, aangeven hoe hij de uitvoerende macht die principes wenst te zien ten uitvoer leggen.

3. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de in het voormelde artikel 69 aangebrachte wijzigingen hoofdzakelijk tot doel hebben rechtsgrond te verlenen aan bepaalde toelagen die de federale overheid aan de lokale besturen reeds heeft toegekend voor de verwezenlijking van proefprojecten, inzonderheid inzake eerstelijnsrechtshulp of in het kader van het zogenaamde beleid van « stedelijke vernieuwing ».

Die wijzigingen worden aangebracht naar aanleiding van de kritiek die het Rekenhof geuit heeft in zijn 155<sup>e</sup>, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden Boek. Het Rekenhof heeft voornamelijk gewezen op het ontbreken van een toereikend wettelijk en regelgevend kader voor de toekenning van bepaalde toelagen.

Zo heeft het inzonderheid vastgesteld dat bepaalde gesubsidieerde projecten niet rechtstreeks vielen binnen de werkingssfeer van de voormelde regelgeving.

Het heeft eveneens kritiek geleverd op het ontbreken van regelgevende teksten betreffende de procedure voor toekenning van de toelagen, en ook op het ontbreken van objectieve criteria waarmee bij de keuze van de projecten rekening moet worden gehouden.

Evenmin als het huidige artikel 69 bevat de ontworpen tekst valabele aanwijzingen wat die verschillende punten betreft, en derhalve dient het grondig te worden herzien.

4. Voorts is het de Raad van State niet duidelijk welke taak de lokale besturen moeten vervullen wanneer de toegekende toelagen dienen voor extra aanwervingen « voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel, voor de justitiële slachtofferbejegening », voor « de specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing en de coördi-

<sup>(1)</sup> In haar advies L.22.975/1/2/8, gegeven op 16 december 1993 over een voorontwerp van wet « houdende sociale bepalingen » heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State inzonderheid het volgende geoordeeld :

« 5. ...

Voorts is er zowel in de memorie van toelichting als in het opschrift van het hoofdstuk waarin de onderzochte bepaling is opgenomen, sprake van « veiligheidscontracten ». Bedoelen de stellers van het ontwerp daarmee dat werkelijke contracten zullen worden gesloten, of is het woord « contract » louter een figuur waaraan geen enkele bijzondere juridische betekenis verbonden is ? In het eerste geval moet de rechtsregeling van die contracten nader worden bepaald; in het tweede geval zou iedere verwijzing naar het woord « contract » best achterwege worden gelaten. ».

Deze opmerking is mede van toepassing op het onderhavige geval.

Over het gebruik van de term « overeenkomst », in het ontworpen artikel 69, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, behoren dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die betreffende het gebruik van de term « contract », welke in de passage uit het voormelde advies gemaakt zijn.

le renouveau urbain et la coordination de ces projets », ou encore pour « les projets spécifiques relatifs à l'aide juridique de première ligne ».

À cet égard, il convient de faire directement référence aux textes légaux qui impliquent la mise en œuvre de certaines initiatives de la part des autorités locales.

a) Ainsi, lorsqu'il est question à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'article 69 en projet, de l'octroi « d'une allocation de frais de personnel et de moyens d'action pour des recrutements supplémentaires pour l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire », il y a lieu de préciser qu'il s'agit de mettre en œuvre l'article 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle organisant la médiation pénale ou encore la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, et plus particulièrement l'article 1<sup>er</sup>bis, § 2, aux termes duquel « les formations ne peuvent être suivies et les travaux d'intérêt général exécutés qu'auprès des services publics de l'État, des communes, des provinces, des communautés et des régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel. ».

b) En ce qui concerne « le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire », il convient de souligner qu'un projet de loi <sup>(1)</sup> a été soumis à la section de législation afin d'insérer dans la loi du 29 juin 1964, précitée, un article 9bis prévoyant qu'une mesure probatoire pourrait consister « dans le suivi d'une guidance ou le traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ».

Il doit, en principe, revenir à l'intéressé de choisir la personne compétente ou le service compétent pour assumer ce traitement ou cette guidance avec l'accord de la commission de probation.

Il n'existe donc pas encore de base légale pour imposer cette mesure probatoire et par ailleurs, il n'est prévu aucune intervention des pouvoirs locaux en ce domaine.

Si la guidance et le traitement de délinquants sexuels ont été organisés notamment par la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964, il n'est cependant pas question d'une intervention quelconque des autorités locales en la matière. En effet, il revient au condamné de proposer à la commission de libération conditionnelle la personne ou le service qui assurera le traitement ou la guidance.

Le même constat peut être posé dans le cadre de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. Les conditions imposées par le juge d'instruction pour une libération provisoire sont, en vertu de l'article 38, soumises à la surveillance des services de police et des services sociaux sur les tribunaux.

c) De même, le Conseil d'État n'aperçoit pas quel est le rôle des autorités locales dans le domaine de l'assistance judiciaire aux victimes. Aux termes de l'article 3bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, il revient aux assistants de justice et aux magistrats compétents d'assurer la guidance des personnes engagées dans des procédures judiciaires.

<sup>(1)</sup> Projet de loi « relatif à la protection pénale des mineurs », avis n° L.27.996/2, donné le 22 octobre 1998.

natie van deze projecten », of nog voor « de specifieke projecten inzake eerstelijnsrechtshulp ».

In dit verband behoort rechtstreeks te worden verwezen naar de wetteksten die voorzien in de tenuitvoerlegging van bepaalde initiatieven van de lokale besturen.

a) Wanneer in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het ontworpen artikel 69 sprake is van de toekenning van « een toelage voor personeelskosten en actiemiddelen voor bijkomende aanwervingen voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel », dient derhalve te worden gepreciseerd dat het erom gaat artikel 216<sup>ter</sup> van het Wetboek van strafvordering dat de bemiddeling in strafzaken regelt, ten uitvoer te leggen, of nog de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, inzonderheid artikel 1bis, § 2, luidende : « Alleen bij de openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en gewesten of bij de verenigingen zonder winstoogmerk of stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel kan de opleiding worden gevolgd en de dienstverlening worden verricht. ».

b) In verband met « de behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel » dient te worden onderstreept dat aan de afdeling wetgeving een wetsontwerp <sup>(1)</sup> voorgelegd is dat ertoe strekt in de voormelde wet van 29 juni 1964 een artikel 9bis op te nemen dat bepaalt dat een probatiemaatregel zou kunnen bestaan « in het volgen van een begeleiding of behandeling in een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten ».

In principe komt het aan de betrokkene toe de persoon of dienst te kiezen die bevoegd is om met de instemming van de probatiecommissie voor die behandeling of begeleiding te zorgen.

Er bestaat dus nog geen rechtsgrond om die probatiemaatregel op te leggen en er is voorts in geen bemoeiing van de lokale besturen op dat gebied voorzien.

De begeleiding en behandeling van seksuele delinquenten wordt inzonderheid geregeld door de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorlopige invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, maar er wordt niet voorzien in enige bemoeiing van de lokale besturen terzake. Het komt immers aan de veroordeelde toe om aan de commissie voor de voorlopige invrijheidstelling de persoon of dienst voor te stellen die voor de behandeling of de begeleiding zal zorgen.

Dezelfde vaststelling kan worden gedaan in het kader van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Krachtens artikel 38 zien de politiediensten en de sociale diensten bij de rechtbanken toe op de naleving van de voorwaarden die de onderzoeksrechter voor een voorlopige invrijheidstelling oplegt.

c) Het is de Raad van State evenmin duidelijk wat de rol is van de lokale besturen op het gebied van de justitiële slachtofferbejegening. Naar luid van artikel 3bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, komt het aan de justitie-assistenten en de bevoegde magistraten toe personen te begeleiden die betrokken zijn bij gerechtelijke procedures.

<sup>(1)</sup> Ontwerp van wet « betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen », advies n° L.27.996/2, gegeven op 22 oktober 1998.

En outre, la section de législation a eu à examiner des accords de coopération <sup>(1)</sup> relatifs à cette problématique ainsi que des projets de loi tendant à la création de maisons de justice ayant notamment pour mission d'intervenir à cet égard <sup>(2)</sup>.

Il convient que l'auteur du projet indique clairement aux parlementaires quelle est la logique suivie par l'ensemble de ces initiatives et notamment par rapport aux contrats de sécurité et de société.

d) Enfin, le Conseil d'État s'est interrogé sur le contenu des « projets spécifiques visant à favoriser le renouveau urbain » et de ceux « relatifs à l'aide juridique de première ligne ».

Des documents transmis par le fonctionnaire délégué, il apparaît que « ... les initiatives de renouveau urbain ont pour objectif de rencontrer les problèmes de sécurité et de société que connaissent les villes et plus particulièrement au sein de celles-ci, les quartiers les plus défavorisés et ceci dans la perspective de leur revitalisation. Il s'agit par le renouveau urbain de favoriser la mise en œuvre de politiques locales de proximité répondant à une logique d'action globale et intégrée. ».

À cette fin, a été mise en place une Conférence interministérielle sur le renouveau urbain, composée de représentants des gouvernements fédéral, régionaux et communautaires.

Cette conférence a notamment déterminé les principaux objectifs du renouveau urbain en distinguant les responsabilités respectives, d'une part de l'État fédéral et, d'autre part, des entités fédérées.

Ainsi, l'État fédéral doit notamment avoir pour priorités « ... la création d'antennes de justice, l'amélioration de l'aide juridique de première ligne, la médiation de dettes, l'engagement d'assistants de prévention et de sécurité pour la propreté dans les quartiers, la présence policière renforcée au niveau des quartiers. ».

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il apparaît que les antennes de justice seraient en quelque sorte une décentralisation du parquet et auraient pour objectif de favoriser une collaboration au niveau local entre les autorités judiciaires (un magistrat du parquet), les pouvoirs locaux et les services de la police locale.

On y ferait notamment de la médiation pénale.

En ce qui concerne l'aide juridique de première ligne, les communes pourraient recruter des juristes qui fourniraient une aide juridique aux citoyens.

Si des projets de ce type ont déjà reçu des subsides, il convient cependant de constater qu'aucun texte légal n'organise, à ce jour, ces antennes de justice ou encore l'aide juridique de première ligne fournie par les autorités locales.

En conséquence, l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, tel qu'il serait remplacé par la disposition en projet, ne peut être considéré comme un fondement légal suffisant permettant le financement de telles initiatives.

En conclusion, et au vu des observations qui précèdent, l'article 69 en projet doit être fondamentalement repensé.

Aan de afdeling wetgeving zijn bovendien samenwerkingsakkoorden <sup>(1)</sup> betreffende die problematiek voorgelegd, alsmede ontwerpen van wet tot oprichting van justitiehuisen die inzonderheid tot taak hebben in dit kader op te treden <sup>(2)</sup>.

De steller van het ontwerp behoort de parlementsliden duidelijk aan te geven welke logica bij al die initiatieven gevolgd is, inzonderheid wat de veiligheids- en samenlevingscontracten betreft.

d) Ten slotte is het de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van de « specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing » en van die « inzake eerstelijnsrechtshulp ».

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte documenten blijkt het volgende : « ... *les initiatives de renouveau urbain ont pour objectif de rencontrer les problèmes de sécurité et de société que connaissent les villes et plus particulièrement au sein de celles-ci, les quartiers les plus défavorisés et ceci dans la perspective de leur revitalisation. Il s'agit par le renouveau urbain de favoriser la mise en œuvre de politiques locales de proximité répondant à une logique d'action globale et intégrée.* ».

Te dien einde is een Interministeriële Conferentie over de stedelijke vernieuwing georganiseerd, met vertegenwoordigers van de federale regering en van de gewest- en gemeenschapsregeringen.

Op die conferentie zijn meer bepaald de voornaamste doelstellingen van de stadsvernieuwing vastgelegd en de respectieve verantwoordelijkheden van de Federale Staat enerzijds en van de deelentiteiten anderzijds verdeeld.

Zo heeft de Federale Staat meer bepaald tot taak te zorgen voor de volgende prioriteiten : « ... de oprichting van antennes voor justitie, een verbetering van de eerstelijnsrechtshulp, schuldbemiddeling, het inzetten van stadswachten voor de netheid van de wijken en een versterkte politieaanwezigheid op het niveau van de wijken. ».

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de justitiesteunpunten als het ware een decentralisatie van het parket zouden vormen en tot doel zouden hebben de samenwerking op lokaal niveau tussen de gerechtelijke overheden (een parketmagistraat), de lokale besturen en de lokale politiediensten te bevorderen.

Daar zou onder meer aan bemiddeling in strafzaken worden gedaan.

Wat de eerstelijnsrechtshulp betreft, zouden de gemeenten juristen kunnen aanwerven die de burger rechtshulp zouden bieden.

Al zijn voor projecten van die aard reeds toelagen verstrekt, toch dient te worden vastgesteld dat tot op heden geen enkele wettekst de oprichting van die justitiesteunpunten of de door de lokale besturen geboden eerstelijnsrechtshulp regelt.

Artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, zoals het door de ontworpen bepaling zou worden vervangen, kan derhalve niet als een toereikende rechtsgrond voor de financiering van zulke initiatieven in aanmerking worden genomen.

Bij wijze van conclusie dient het ontworpen artikel 69 grondig te worden herdacht, gelet op de opmerkingen die voorafgaan.

<sup>(1)</sup> Voir les avis n<sup>os</sup> L.27.568/3, L.27.814/4, L.27.864/4 et L.27.987/4.

<sup>(2)</sup> Voir les avis n<sup>os</sup> L.28.495/4 et L.28.496/4.

<sup>(1)</sup> Zie de adviezen n<sup>rs</sup> L.27.568/3, L.27.814/4, L.27.864/4 en L.27.987/4.

<sup>(2)</sup> Zie de adviezen n<sup>rs</sup> L.28.495/4 en L.28.496/4.

La chambre était composée de

MM. :

Y. KREINS, *président de chambre*;

P. LIENARDY,  
P. QUERTAINMONT, *conseillers d'État*;

P. GOTHOT,  
J. VAN COMPERNOLLE, *assesseurs de la section de législation*;

Mme :

B. VIGNERON, *greffier assumé*.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

*Le greffier,*

B. VIGNERON

*Le président,*

Y. KREINS

De kamer was samengesteld uit

HH. :

Y. KREINS, *kamervoorzitter*;

P. LIENARDY,  
P. QUERTAINMONT, *staatsraden*;

P. GOTHOT,  
J. VAN COMPERNOLLE, *assessoren van de afdeling wetgeving*;

Mevr. :

B. VIGNERON, *griffier*.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. AMELYNCK, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIENARDY.

*De griffier,*

B. VIGNERON

*De voorzitter,*

Y. KREINS

**PROJET DE LOI**

ALBERT II, ROI DES BELGES,

*À tous, présents et à venir,*  
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministère de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre de l'Intérieur et Notre ministre de la Justice sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78.

**Art. 2**

Le titre du chapitre I<sup>er</sup> est modifié comme suit : Mesures relatives au soutien de la politique criminelle, de la politique de sécurité et de société et les frais de personnel et d'action qui en découlent.

**Art. 3**

L'article 69, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales est remplacé par la disposition suivante :

1<sup>o</sup> un montant forfaitaire pour ces autorités locales qui ont conclu une convention avec le ministre de l'Intérieur sur un programme relatif à la prévention de et la lutte contre diverses formes de criminalité, ou

2<sup>o</sup> une allocation pour des recrutements supplémentaires au profit de la police communale, ou

3<sup>o</sup> une allocation de frais de personnel et de moyens d'action pour des recrutements supplémentaires :

— pour l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire, pour l'assistance judiciaire aux victimes et la coordination de ces projets lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de la Justice;

— pour les projets spécifiques relatifs à la prévention de la criminalité, l'assistance policière aux victimes et la coordination de ces projets, pour lesquels l'autorité locale conclut une convention avec le ministre de l'Intérieur;

**WETSONTWERP**

ALBERT II, KONING DER BELGEN,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,*  
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Binnenlandse Zaken en Onze minister van Justitie zijn gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen :

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

De titel van hoofdstuk I wordt gewijzigd als volgt : Maatregelen inzake ondersteuning van het strafrechtelijk beleid, het veiligheids- en samenlevingsbeleid en de hiermee gepaard gaande personeels- en actiemiddelen.

**Art. 3**

Artikel 69, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

1<sup>o</sup> een forfaitair bedrag voor die lokale besturen die een overeenkomst hebben gesloten met de minister van Binnenlandse Zaken over een programma tot voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit, of

2<sup>o</sup> een toelage voor bijkomende aanwervingen ten behoeve van de gemeentelijke politie, of

3<sup>o</sup> een toelage voor personeelskosten en actiemiddelen voor bijkomende aanwervingen :

— voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel, voor de justitiële slachtofferbejegening en voor de coördinatie ervan, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Justitie;

— voor de specifieke projecten inzake de criminaliteitspreventie, de politieke slachtofferbejegening en de coördinatie van deze projecten, waarvoor de lokale overheid een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken;

— pour les projets spécifiques visant à favoriser le renouveau urbain et la coordination de ces projets, lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de l'Intérieur et, le cas échéant, avec les autres ministres compétents;

— pour les projets spécifiques relatifs à l'aide juridique de première ligne, lorsque l'autorité locale conclut à ce sujet une convention avec le ministre de l'Intérieur et avec le ministre de la Justice.

Les conventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> déterminent les conditions supplémentaires et les modalités relatives à l'octroi des allocations concernées, ainsi que le montant de l'allocation.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1999.

**ALBERT**

PAR LE ROI :

*Le ministre de l'Intérieur,*

L. VAN DEN BOSSCHE

*Le ministre de la Justice,*

T. VAN PARYS

— voor de specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing en de coördinatie van deze projecten, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken en, in voorkomend geval, met de andere bevoegde ministers;

— voor de specifieke projecten inzake eerstelijns rechtshulp, indien de lokale overheid daarvoor een overeenkomst sluit met de minister van Binnenlandse Zaken en met de minister van Justitie.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid bepalen de bijkomende voorwaarden en regels voor het toekennen van de betrokken toelagen, evenals het bedrag van de toelage.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1999.

**ALBERT**

VAN KONINGSWEGE :

*De minister van Binnenlandse Zaken,*

L. VAN DEN BOSSCHE

*De minister van Justitie,*

T. VAN PARYS